

Un Nobel pour les biens communs



Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie 2009¹ et première femme à recevoir cette prestigieuse distinction, était en visite à Montpellier et à Paris en juin dernier à l'invitation de ses partenaires français². Revenons pour l'occasion sur la carrière de cette scientifique atypique, récompensée pour ses travaux sur la gouvernance des biens communs, dont les thématiques, à l'interface entre les sciences humaines et les sciences environnementales, rejoignent souvent celles de l'IRD.

Née en 1933 à Los Angeles, professeur à l'université d'Indiana à Bloomington, Elinor Ostrom n'a pas toujours été reconnue comme économiste par ses pairs. De fait, ses premières recherches furent menées dans le cadre de sa thèse doctorale en sciences politiques,

soutenue à UCLA en 1964. Celles-ci portaient sur la gestion collective des nappes phréatiques menacées de salinisation en Californie. Ses centres d'intérêt se sont orientés par la suite vers la production et la provision des biens et services publics, afin de comprendre comment interviennent, en tant que coproducteurs, les différents acteurs concernés. Avec une équipe pluridisciplinaire, formée de personnalités diverses issues de l'économie, de la sociologie, de l'anthropologie et du droit, elle étudie le fonctionnement concret de périmètres irrigués ou de pêcheries pour analyser la façon dont de petits groupes d'usagers parviennent ou non à s'organiser pour en rationaliser l'usage. De son parcours intellectuel, qui passe aussi par la création d'un workshop et d'une société

savante³ consacrés à ces questions, il ressort que les sciences sociales doivent échapper à une vision purement analytique pour jouer un rôle beaucoup plus actif dans les politiques publiques, notamment dans le domaine de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

En posant le principe de l'existence d'une troisième voie – échappant à l'alternative d'une gestion par l'État ou le marché et fondée sur l'auto-organisation –, ses travaux abordent le problème de la gouvernance des ressources comme une question d'action collective. Mobilisant un vaste cadre théorique original et des études de cas au Nord et au Sud, elle tente d'établir les conditions de réussite de cette troisième voie. Sans dogmatisme, elle la propose comme une des solutions possibles dont le succès dépend des conditions socio-économiques, techniques, politiques et culturelles rencontrées, du système socio-écologique et de la nature du problème. Outrepassant sa vision pragmatique qui rejette toute solution universelle, de nombreuses organisations internationales (FAO, Banque mondiale, etc.) ont depuis transformé la gestion décentralisée et participative en nouvelle panacée... C'est sûrement là que réside la raison du succès de ses travaux.

Derrière les aspects scientifiques, on trouve également en lisant les textes d'Elinor Ostrom un projet politique explicite, qui a émergé en réaction à la « Tragédie des Communaux » défendue par le sociobiologiste Garrett Hardin (1968). Ce projet vise à réhabiliter ou à promouvoir les capacités d'auto-organisation des communautés (rurales mais pas seulement), afin que ces dernières soient mieux prises en compte dans les divers projets de développement initiés par des acteurs extérieurs mais qui les concernent directement. Ce faisant, il rend tout aussi légitimes des arguments se revendiquant, soit de l'ultralibéralisme et du désengagement de l'État (programmes d'ajustement structurel, *free market environmentalism*), soit des approches patrimoniales en France par exemple, très critiques à l'égard d'une régulation des rapports société-nature ne reposant que sur le marché.

Il serait réducteur de cantonner les travaux d'Elinor Ostrom aux seuls aspects agro-environnementaux.

Au-delà des ressources renouvelables (eau agricole, forêts naturelles, pâturages, faune sauvage aquatique et terrestre), la problématique des biens communs s'est progressivement élargie à de nouvelles thématiques (capital social, *global commons*, économie

sociale et solidaire, etc.), dont une partie est issue des progrès technologiques : internet, licences et logiciels libres, brevetabilité du vivant, accès et partage des avantages tirés de la valorisation de la biodiversité...

Loin d'être « archaïques », ces recherches se situent donc au cœur de très nombreux enjeux sociétaux et environnementaux actuels, qui ne concernent pas seulement les populations vulnérables du Sud, réduites à la pauvreté, fortement dépendantes des ressources fournies par les écosystèmes exploités et devant affronter la globalisation, mais aussi tout un chacun dans sa vie quotidienne. ●

1. Avec Oliver Williamson.
2. Du 20 au 24 juin 2011, à l'initiative de l'unité GREEN du CIRAD.
3. *The International Society for the Study of the Commons*.

Contacts

bruno.romagny@ird.fr
UMR LPED (IRD et Université de Provence - Aix-Marseille 1)
thierry.ruf@ird.fr
UMR GRED (IRD et Université Paul Valéry - Montpellier 3).